

Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2023

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 27 novembre 2023

Le produit intérieur brut réel est demeuré essentiellement inchangé pour un deuxième mois consécutif en août. Les pressions inflationnistes restent plus élevées que les tendances historiques récentes, après avoir affiché une hausse de 3,1 % d'une année à l'autre en octobre 2023, bien que cette augmentation soit inférieure au sommet atteint en juin 2022 (+8,1 %). De plus, en octobre 2023, l'emploi a peu varié (+0,1 %), alors que le taux de chômage a augmenté pour se chiffrer à 5,7 %, ce qui représente une quatrième augmentation mensuelle en six mois.

Dans ce contexte macroéconomique, Statistique Canada a mené l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises d'octobre au début du mois de novembre 2023. L'enquête permet de recueillir des renseignements sur l'environnement dans lequel les entreprises mènent actuellement leurs activités et sur leurs attentes concernant l'avenir.

Les entreprises s'attendaient toujours à être confrontées à divers obstacles (voir la note aux lecteurs) : principalement à des obstacles liés aux coûts, comme la montée de l'inflation et la hausse du coût des intrants. Toutefois, les pressions auxquelles sont confrontées les entreprises ont continué de s'assouplir au quatrième trimestre de 2023 par rapport aux trois trimestres précédents.

La majorité des entreprises s'attendent à être confrontées à des obstacles liés aux coûts au cours des trois prochains mois

Les prix des matières brutes achetées par les fabricants exerçant des activités au Canada, tels que mesurés au moyen de l'Indice des prix des matières brutes, ont diminué de 0,8 % d'une année à l'autre en octobre 2023, après avoir augmenté de 2,4 % d'une année à l'autre en septembre 2023. Parallèlement, les salaires horaires moyens ont augmenté de 4,8 % en octobre d'une année à l'autre, après avoir augmenté de 5,0 % en septembre et de 4,9 % en août.

Dans ce contexte, près des trois quarts (73,7 %) des entreprises s'attendaient à être confrontées à des obstacles liés aux coûts au cours des trois prochains mois (voir la note aux lecteurs). Plus de la moitié (56,9 %) des entreprises s'attendaient à ce que la hausse de l'inflation constitue un obstacle : c'est l'obstacle le plus souvent attendu par les entreprises. En particulier, environ 7 entreprises sur 10 dans le secteur des services d'hébergement et de restauration (71,9 %) et dans le secteur du transport et de l'entreposage (68,6 %) s'attendaient à cet obstacle, de même que près des deux tiers (63,7 %) des entreprises du secteur du commerce de gros.

La hausse du coût des intrants, y compris la main-d'œuvre, le capital, l'énergie et les matières premières, constituait le deuxième obstacle le plus attendu : plus des deux cinquièmes (44,7 %) des entreprises s'y attendaient au cours des trois prochains mois. Les entreprises du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (67,0 %) étaient les plus susceptibles de s'attendre à ce que cela constitue un obstacle, suivies des entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration (64,2 %) et du secteur de la fabrication (56,5 %).

La hausse des taux d'intérêt et des coûts liés à la dette constituait le troisième obstacle le plus attendu : plus de 2 entreprises sur 5 (42,7 %) s'y attendaient au cours des trois prochains mois. Plus des trois cinquièmes (61,3 %) des entreprises du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse et plus de la moitié des entreprises du secteur de la construction (54,8 %), du secteur du transport et de l'entreposage (52,8 %) et du secteur des services d'hébergement et de restauration (51,9 %) s'attendaient à ce que cela constitue un obstacle.

Dans l'ensemble, près de 3 entreprises sur 4 (73,1 %) ont déclaré que les taux d'intérêt ont une certaine incidence, qu'il s'agisse d'une incidence faible, moyenne ou élevée, sur l'entreprise. Parmi ces entreprises, près du tiers (31,0 %) ont déclaré que les coûts liés à la dette existante étaient l'aspect le plus touché par la hausse des taux d'intérêt.



Plus du quart (28,7 %) des entreprises ont déclaré que les taux d'intérêt avaient une incidence élevée, en particulier les entreprises issues du secteur des services immobiliers et des services de location et de location à bail (48,5 %), du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (43,7 %) et du secteur du transport et de l'entreposage (37,5 %).

Plus du tiers (34,2 %) des entreprises s'attendaient à ce que le coût des assurances constitue un obstacle, et 3 sur 10 ont déclaré que l'augmentation des coûts de l'immobilier, de la location ou de l'impôt foncier (29,9 %) et les coûts de transport (29,1 %) constitueraient des obstacles.

Au quatrième trimestre, lorsqu'on a demandé d'indiquer l'obstacle qui serait le plus difficile à surmonter, 14,2 % des entreprises ont indiqué la hausse de l'inflation, 11,0 % ont indiqué la hausse des taux d'intérêt et des coûts liés à la dette et 10,5 % ont indiqué la hausse du coût des intrants. Au troisième trimestre, les obstacles les plus difficiles étaient la hausse de l'inflation (14,7 %), la hausse des taux d'intérêt et des coûts liés à la dette (11,0 %) et le recrutement d'employés compétents (10,5 %).

Moins d'entreprises prévoient des obstacles liés à la main-d'œuvre par rapport au troisième trimestre

Les deux cinquièmes (40,3 %) des entreprises s'attendaient à au moins un obstacle lié à la main-d'œuvre au cours des trois prochains mois, ce qui représente une diminution par rapport à près de la moitié (47,7 %) des entreprises qui s'y attendaient au troisième trimestre. L'obstacle lié à la main-d'œuvre le plus souvent attendu était le recrutement d'employés compétents (29,4 %). Les entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration (37,6 %), de la fabrication (36,6 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (36,1 %) étaient les plus susceptibles de s'attendre à ce que le recrutement d'employés compétents constitue un obstacle.

Un peu plus du quart (25,7 %) des entreprises s'attendaient à ce que la pénurie de main-d'œuvre constitue un obstacle, ce qui constitue une amélioration par rapport à 30,3 % des entreprises au troisième trimestre. C'était particulièrement le cas pour 45,6 % des entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration, ainsi que pour 3 entreprises sur 10 du secteur des services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (30,1 %) et du commerce de détail (29,8 %).

Près du quart (23,6 %) des entreprises s'attendaient à des obstacles liés au maintien en poste d'employés compétents au cours des trois prochains mois, en particulier les entreprises des secteurs des services d'hébergement et de restauration (33,7 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (29,4 %).

Plus des deux cinquièmes des entreprises considèrent que tous leurs employés sont pleinement compétents

Au quatrième trimestre, plus des deux cinquièmes (42,0 %) des entreprises ont indiqué que tous leurs employés possédaient les compétences nécessaires pour effectuer leur travail actuel. Parallèlement, près du tiers (31,4 %) des entreprises ont indiqué que 80 % à 99 % de leurs employés étaient pleinement compétents et 16,0 % ont indiqué que 60 % à 79 % des employés étaient pleinement compétents. Moins de 1 entreprise sur 10 (8,6 %) a déclaré que moins de 60 % de ses employés possédaient les compétences nécessaires.

Parmi les entreprises ayant indiqué des lacunes en matière de compétences du personnel, plus des trois cinquièmes (62,3 %) prévoyaient offrir une formation interne ou en cours d'emploi pour combler ces lacunes au cours des 12 prochains mois, en particulier les entreprises des secteurs de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (76,5 %), des secteurs des finances et de l'assurance (75,8 %) ainsi que des arts, spectacles et loisirs (73,8 %).

Au quatrième trimestre, près de 1 entreprise sur 6 (15,2 %) a indiqué qu'elle ne planifiait pas de prendre des mesures, en particulier dans le secteur du transport et de l'entreposage (29,6 %) et dans le secteur des services immobiliers et des services de location et de location à bail (25,8 %).

Les perspectives des entreprises sont demeurées en grande partie inchangées depuis le troisième trimestre

Près des deux tiers (65,9 %) des entreprises ont déclaré être très optimistes ou plutôt optimistes quant à leur vision de l'avenir au cours des 12 prochains mois, ce qui est demeuré à peu près inchangé par rapport au troisième trimestre (66,3 %). Au total, 15,7 % des entreprises s'attendaient à ce que leurs ventes de biens et de services augmentent au cours des trois prochains mois, en légère baisse par rapport à 18,4 % au troisième trimestre. Les industries qui ont enregistré les plus fortes variations par rapport au troisième trimestre sont celles de la construction (-10,6 %) et des services d'hébergement et de restauration (-8,2 %).

Au cours des trois prochains mois, près du quart (23,6 %) des entreprises s'attendaient à augmenter leurs prix, ce qui est semblable à la proportion de 25,9 % des entreprises observée au cours du troisième trimestre. Près des deux cinquièmes (38,1 %) des entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration et 3 entreprises sur 10 (30,0 %) du secteur du commerce de gros s'attendaient à augmenter leurs prix au cours des trois prochains mois.

Tableau 1

Attentes des entreprises ou des organismes au cours des trois prochains mois, troisième et quatrième trimestres de 2023

	Changement attendu, troisième trimestre de 2023				Changement attendu, quatrième trimestre de 2023			
	Hausse	À peu près inchangé	Diminution	Ne s'applique pas	Hausse	À peu près inchangé	Diminution	Ne s'applique pas
	% des entreprises							
Nombre d'employés	11,6	79,6	8,8	0,0	10,5	78,5	11,0	0,0
Postes vacants	6,1	55,3	6,4	32,2	5,5	55,1	7,8	31,6
Ventes des produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	18,4	62,4	15,8	3,4	15,7	59,9	21,0	3,4
Prix de vente des produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	25,9	63,9	6,6	3,6	23,6	65,4	7,2	3,7
Demande pour les produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	19,7	63,3	16,9	0,0	17,9	60,9	21,2	0,0
Rentabilité	10,7	52,9	33,5	2,8	9,0	52,5	36,1	2,7

Source(s) : Tableaux [33-10-0688-01](#) et [33-10-0724-01](#).

Un peu plus du cinquième (20,8 %) des entreprises s'attendaient à ce que le taux d'augmentation des salaires au cours des 12 prochains mois soit plus lent que l'année dernière, 46,5 % des entreprises s'attendaient à ce que les salaires augmentent à un taux semblable à celui de l'année dernière et 8,5 % s'attendaient à ce que les salaires augmentent plus rapidement que l'année précédente. Les raisons les plus courantes pour lesquelles les entreprises s'attendaient à une augmentation plus rapide des salaires comprennent le taux d'inflation actuel (69,0 %), le maintien en poste des talents (51,8 %), la crainte de perdre de la main-d'œuvre au profit d'entreprises concurrentes (47,3 %) et l'augmentation prévue du taux d'inflation (38,5 %).

Dans l'ensemble, 2 entreprises sur 3 prévoient rembourser leur prêt dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes d'ici le 31 décembre 2026

Plus de la moitié (51,5 %) des entreprises comptant des employés ont déclaré avoir reçu un prêt remboursable du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). Parmi les entreprises qui ont reçu un prêt remboursable du CUEC, 71,8 % ne l'avaient pas remboursé en intégralité. Près des deux tiers (65,6 %) de ces entreprises s'attendaient à avoir les liquidités ou l'accès au crédit nécessaires pour rembourser le prêt du CUEC d'ici le 31 décembre 2026.

Les entreprises des secteurs des services administratifs, des services de soutien, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement (81,6 %), des services immobiliers et des services de location et de location à bail (79,4 %) et de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (78,2 %) étaient les plus susceptibles de s'attendre à avoir les liquidités ou de s'attendre à avoir l'accès au crédit nécessaire pour rembourser le prêt du CUEC. Parallèlement, un cinquième (19,9 %) des entreprises ont déclaré ne pas savoir si elles auraient les liquidités ou si elles auraient l'accès au crédit nécessaire pour rembourser le prêt d'ici le 31 décembre 2026, et 14,5 % des entreprises ne s'attendaient pas à avoir les liquidités ou à avoir l'accès au crédit nécessaire pour rembourser le prêt du CUEC d'ici le 31 décembre 2026.

Note aux lecteurs

Les données de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises sont maintenant accessibles. Les tableaux présentent les données à l'échelle nationale, provinciale et territoriale, selon le secteur d'activité, la taille de l'effectif, le type d'entreprise et le propriétaire majoritaire. Les données sont également offertes sur demande pour les 20 plus grandes villes du Canada.

Les résultats de cette enquête s'appliquent à toutes les entreprises ayant des salariés au Canada. L'enquête est menée tous les trimestres afin de recueillir des données auprès des entreprises au Canada de manière plus efficace et plus rapide qu'au moyen des méthodes d'enquête traditionnelles.

L'enquête la plus récente a été menée du 3 octobre au 6 novembre 2023. Les répondants ont été questionnés à propos de leurs attentes pour la période des trois prochains mois. Par conséquent, cette période des trois prochains mois peut s'échelonner du 3 octobre 2023 au 6 février 2024, selon la date de la réponse de l'entreprise.

Statistique Canada souhaite remercier tous les Canadiens et toutes les Canadiennes qui ont pris le temps de répondre aux questions de la présente enquête. Leur participation a permis de mieux comprendre l'économie et les entreprises canadiennes.

Tableaux disponibles : [33-10-0723-01](#) à [33-10-0733-01](#) , [33-10-0735-01](#) et [33-10-0737-01](#) à [33-10-0752-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5318](#).

L'infographie intitulée « [Situation des entreprises au Canada, quatrième trimestre de 2023](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Infographies (11-627-M)*, est maintenant offerte.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).